



## Le gouvernement nommé par Macron prépare une contre-révolution sociale

Par [Francis Dubois](#)

Mondialisation.ca, 18 mai 2017

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Économie](#)

Le premier ministre, Edouard Philippe, nommé lundi 15 mai par Emmanuel Macron, le nouveau président, a présenté son gouvernement hier après-midi. Un gouvernement où toutes les fractions dominantes de la classe politique, et notamment les ailes « modérées » du PS et de LR s'unissent pour préparer une violente contre-révolution sociale en France.

La présentation avait été repoussée de 24 heures pour s'assurer qu'aucune des nominations ne se révélerait dommageable à Macron, qui prétend vouloir « moraliser » la vie politique pour donner une apparence de légitimité à sa politique qui est dans la continuité de Hollande: austérité, attaques contre les droits démocratiques et militarisme.

Ont été nommés aux postes gouvernementaux stratégiques comme l'Intérieur, les Affaires Étrangères, la Défense, la Justice et l'Économie des politiciens qui sont des piliers de l'establishment politique et des défenseurs en vue de la politique menée depuis 2008, soit sous le conservateur Nicolas Sarkozy (LR) soit sous François Hollande (PS).

Un examen de ce gouvernement confirme la justesse de la perspective avancée par le Parti de l'égalité socialiste d'un boycott actif du second tour entre Macron et Marine Le Pen. Le PES a expliqué que la classe ouvrière ne pouvait stopper la montée de l'autoritarisme et du militarisme en votant pour Macron contre Le Pen, à cause du caractère profondément réactionnaire du programme de Macron. Il a proposé un boycott afin d'équiper les travailleurs d'une perspective révolutionnaire et socialiste, indépendante des partis bourgeois, pour les luttes à venir contre Macron.

L'équipe préparée par Macron et Philippe confirme l'analyse qui soustendait l'appel au boycott, développé par opposition à tous ceux, comme Jean-Luc Mélenchon ou le NPA, laissaient entendre qu'il fallait voter Macron pour faire barrage à Le Pen. Ils préparent des guerres impérialistes à l'étranger et une guerre sociale contre les travailleurs à l'intérieur de la France.

En début de semaine, Macron avait annoncé que Patrice Strzoda, ancien directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur PS Bernard Cazeneuve, devenait son directeur de cabinet.

Strzoda a organisé une répression brutale des manifestations contre le gouvernement Hollande par la police, notamment par l'utilisation systématique et meurtrière de flash-balls. En tant que préfet en Bretagne entre 2013 et 2016, il était responsable des opérations policières qui ont coûté la vie en 2014 au manifestant écologique Rémi Fraisse. Sa nomination est un signe que Macron et Philippe sont prêts à tout pour réprimer la profonde

opposition que provoquera leur politique.

Jean-Yves Le Drian (PS) est nommé ministre des Affaires étrangères. En tant que ministre de la Défense du gouvernement Hollande, il a joué un rôle stratégique dans la politique agressive de l'impérialisme français en Syrie, en Afrique et contre la Russie au sein de l'OTAN. Il a supervisé le déploiement de l'armée française sur le territoire dans le cadre de l'état d'urgence.

Selon la presse, Le Drian a collaboré étroitement avec Hollande dans l'identification et l'approbation de cibles des « Opérations homo » du PS, c'est-à-dire des meurtres extrajudiciaires commis par l'Etat en flagrante violation de la constitution française, qui interdit la peine de mort. Sa tâche dans le nouveau gouvernement sera de mener à bien la remilitarisation de la politique européenne autour de l'axe franco-allemand, en collaboration avec Berlin.

Gérard Collomb, le maire PS de Lyon, a été chargé du ministère de l'Intérieur. Il a été un des inspirateurs du PS après 1968 et un de ses piliers depuis. Selon l'ex-journaliste du *Monde* et de *Libération*, Luc Rosenzweig, Lyon sous la direction de Collomb a été, par son alliance du PS avec le patronat, « un laboratoire du macronisme avant même que Macron songe à entrer par la grande porte dans l'arène politique ». Après les attentats de novembre 2015 à Paris, Collomb a décrété l'armement de la police municipale de l'agglomération.

Un autre pilier de l'establishment, le politicien de droite François Bayrou (MoDem) a été nommé ministre de la Justice. Bayrou a été régulièrement ministre de gouvernements conservateurs

depuis les années 1980. Catholique pratiquant, il a comme ministre de l'Education essayé d'introduire une loi permettant un financement fortement accru des écoles privées. En janvier 1994, près d'un million de manifestants se sont opposés à ce projet.

Il aura pour tâche de mettre en oeuvre la politique de « tolérance zéro » de Macron: entre autres, l'augmentation de 15.000 des places de prison, l'augmentation des centres de détentions pour mineurs, l'aggravation des sanctions pour les délits mineurs dont les amendes immédiates.

Bruno Le Maire, une autre figure de premier plan de la droite, est nommé ministre de l'Economie. Il a été candidat à la primaire de la droite, et secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et ministre de l'Agriculture sous Sarkozy. En 2015, il a soutenu l'attaque du PS contre le Code du travail. Il a aussi demandé la création d'une allocation sociale unique, comme Hartz IV en Allemagne et exigé que les demandeurs d'asile soient expulsés dès leur demande refusée. Défenseur de la politique austéritaire de l'UE, il sera chargé de la politique économique européenne de Macron.

Le ministère de la Défense a été confié à une politicienne du MoDem, Sylvie Goudard, proche de l'UE, conseillère politique (2001-2004) du chef de la Commission européenne Romano Prodi. Elle aura pour tâche de mettre en oeuvre le programme militariste de Macron, dont la hausse des dépenses militaires à 2 pour cent du PIB et la réintroduction du service militaire.

Macron a on ne peut plus clairement indiqué que les préparatifs de guerre et le soutien de l'armée sont parmi ses priorités, en remontant les Champs Elysées à bord d'un véhicule

militaire le jour de son investiture. Il va participer au sommet de l'OTAN à Bruxelles le 25 mai et visiter aujourd'hui ou demain les troupes françaises au Sahel.

La nouvelle ministre du Travail, Muriel Penicaud est une figure proche de Macron. Elle a été PDG de nombreuses grandes entreprises publiques et privées françaises de niveau international. *La Voix du Nord* l'appelle une « VRP de la France auprès des investisseurs étrangers ». Elle est chargée de coordonner les efforts de Macron pour attirer l'investissement étranger, c'est à dire pour mener des attaques historiques contre les salaires et les protections sociales par une déréglementation massive.

Elle supervisera la destruction du Code du Travail annoncée par Macron, s'appuyant sur la Loi Travail profondément impopulaire de Hollande, imposée sans vote au parlement et par une répression brutale des manifestations contre elle.

Francis Dubois

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Francis Dubois](http://Francis Dubois), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

---

Articles Par : [Francis Dubois](http://Francis Dubois)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)